

Art. 4. — Les préfets des départements de la Côte-d'Or, du Jura, du Doubs, du territoire de Belfort et du Haut-Rhin, et les chefs des services de la navigation de Strasbourg et de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 février 1980.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur des transports terrestres :

*L'ingénieur en chef des ponts et chaussées,*  
G. DOBIAS.

#### Concours pour l'admission dans le corps des officiers du corps technique et administratif des affaires maritimes.

Par arrêté du ministre des transports en date du 8 février 1980, trois concours pour l'admission dans le corps des officiers du corps technique et administratif des affaires maritimes seront ouverts les 3, 4 et 5 juin 1980, pour toutes les catégories de candidats, à Paris, à la direction générale de la marine marchande et, sur le littoral, au siège des directions des affaires maritimes ; les épreuves orales se dérouleront à partir du 25 juin 1980 ; l'admissibilité sera prononcée le 20 juin 1980 pour les candidats provenant des trois catégories de recrutement :

Premier concours. — Titulaires du diplôme de fin de premier cycle de l'enseignement supérieur ou d'un titre reconnu équivalent par le ministre chargé des universités.

Deuxième concours. — Officiers marins de carrière ou sous contrat, aspirants et officiers de réserve en situation d'activité des différents corps de la marine, fonctionnaires de catégorie B et agents recrutés sur contrat exerçant des fonctions de niveau équivalent relevant du ministre chargé de la marine marchande.

Troisième concours. — Brevetés et diplômés de la marine marchande.

Le nombre de places offertes est fixé à douze places réparties ainsi qu'il suit :

Premier concours : trois places ;  
Deuxième concours : cinq places ;  
Troisième concours : quatre places.

Les places non pourvues au titre du deuxième concours sont reportées sur le premier concours. Les places offertes aux candidats du troisième concours et non pourvues à la suite des épreuves peuvent être reportées sur le premier et deuxième concours ou sur l'un d'entre eux seulement.

Trois des douze places mises aux concours pourront être pourvues par des candidats de sexe féminin.

La date de clôture des inscriptions est fixée au samedi 3 mai 1980, à 18 heures, le cachet de la poste faisant foi.

#### Concours pour l'admission dans le corps des administrateurs des affaires maritimes.

Par arrêté du ministre des transports en date du 8 février 1980, quatre concours pour l'admission dans le corps des administrateurs des affaires maritimes seront ouverts les 25, 26 et 27 juin 1980 pour toutes les catégories de candidats, à Paris, à la direction générale de la marine marchande et, sur le littoral, au siège des directions des affaires maritimes.

L'admissibilité sera prononcée le 16 juillet 1980 pour les candidats provenant des quatre catégories de recrutement :

Premier concours. — Candidats titulaires de l'un des diplômes exigés pour se présenter aux concours externes de l'école nationale d'administration.

Deuxième concours. — Personnels civils titulaires de catégorie B de l'administration centrale ou des services extérieurs de la marine marchande et officiers marins en activité.

Troisième concours. — Officiers de la marine nationale.

Quatrième concours. — Brevetés et diplômés de la marine marchande.

Les épreuves orales se dérouleront les 21, 22 et 23 juillet 1980 pour les candidats du premier concours et les 23, 24 et 25 juillet 1980 pour les candidats des deuxième, troisième et quatrième concours.

Le nombre de places offertes est fixé à treize réparties ainsi qu'il suit :

Premier concours : cinq places ;  
Deuxième concours : deux places ;  
Troisième concours : trois places ;  
Quatrième concours : trois places.

Les places non pourvues au titre du deuxième concours sont reportées sur le premier concours. Les places offertes aux candidats de l'un des concours mentionnés aux articles 9 et 10 du décret susvisé du 4 janvier 1977 (troisième et quatrième) et non pourvues à la suite des épreuves peuvent être reportées sur l'autre desdits concours ou sur le premier et le deuxième concours.

Deux des treize places mises aux concours pourront être pourvues par deux candidats de sexe féminin.

Les inscriptions seront closes le samedi 24 mai 1980, à 18 heures, le cachet de la poste faisant foi.

#### Conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aériennes.

Par arrêté du ministre des transports en date du 13 février 1980 :

Sont nommés membres du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aériennes :

M. Kungler (Maurice), ingénieur général de l'aviation civile.  
M. Marty (Pierre), ingénieur général des ponts et chaussées.  
M. Gayet (Jean), ingénieur général des ponts et chaussées.  
M. Durbec (Edmond), inspecteur général de l'aviation civile.

M. Molenat, ingénieur général de la météorologie, est nommé membre suppléant.

L'arrêté du 17 juillet 1978 portant désignation des membres du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aériennes est abrogé.

#### Aviation civile et météorologie.

Par arrêté du Premier ministre et du ministre des transports en date du 15 février 1980, la démission présentée par M. Poncelin (Denys), attaché d'administration centrale stagiaire au ministère des transports (aviation civile et météorologie), est acceptée et prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1980.

#### Marine marchande.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre des transports et du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion en date du 15 février 1980, M. Lize (Jean-Pierre), attaché d'administration centrale de 2<sup>e</sup> classe, 6<sup>e</sup> échelon (ancienneté du 3 septembre 1978), du secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion, est intégré en la même qualité dans le corps des attachés d'administration centrale du ministère des transports (marine marchande) à compter du 16 janvier 1980.

### MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

Dates de la période saisonnière pendant laquelle les guides interprètes auxiliaires sont autorisés à exercer leurs fonctions.

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 75-627 du 11 juillet 1975 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages ou de séjours ;

Vu l'article 64, alinéa C, du décret n° 77-363 du 28 mars 1977 pris en application de l'article 14 de la loi n° 75-627 du 11 juillet 1975 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages ou de séjours,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — La période saisonnière, prévue à l'article 64, alinéa C, du décret n° 77-363 du 28 mars 1977 susvisé, pendant laquelle, chaque année, les guides interprètes auxiliaires sont autorisés à guider correspond aux dates suivantes :

Du 15 mars au 15 novembre ;  
Du 15 décembre au 15 janvier.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> février 1980.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur du tourisme :

*Le sous-directeur des professions et du tourisme social,*  
R. FONTECAVE.

#### Attribution du brevet d'Etat d'éducateur sportif à certains cadres techniques.

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport ;

Vu le décret n° 63-435 du 29 avril 1963 portant statut du personnel contractuel des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation commune du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974, relatif aux examens de formation spécifique du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1976 portant attribution du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif aux cadres techniques relevant du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ;

Vu le décret n° 78-536 du 12 avril 1978 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Après avis de la commission prévue à l'article 7 de l'arrêté précité du 1<sup>er</sup> décembre 1976,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le brevet d'Etat du troisième degré d'éducateur sportif, institué par le décret susvisé n° 72-490 du 15 juin 1972, est attribué, dans la discipline sportive considérée, aux entraîneurs nationaux et aux entraîneurs nationaux adjoints nommés sur décision du ministre chargé des sports depuis le 16 décembre 1976 et qui justifient de deux années d'ancienneté dans leurs fonctions.

Art. 2. — Le ministre chargé des sports établit, par activité sportive régie par la fédération habilitée, la liste nominative des personnes bénéficiaires des dispositions du présent arrêté.

Art. 3. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 février 1980.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des sports,  
J. PERRILLIAT.

## MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Commissions chargées de procéder au choix des films français susceptibles d'être présentés dans les festivals internationaux et dans les manifestations cinématographiques à l'étranger.

Par arrêté du ministre de la culture et de la communication en date du 8 février 1980 :

Sont nommés, au titre de l'exercice 1980, membres des commissions chargées de procéder respectivement au choix des films français de long métrage et des films français de court métrage susceptibles d'être présentés dans les festivals internationaux et dans les manifestations cinématographiques à l'étranger :

### 1. Pour les films de long métrage.

M<sup>me</sup> Maupin (Françoise).

M<sup>me</sup> Billard (Pierre).

Perez (Michel).

### 2. Pour les films de court métrage.

MM. Billault (Jean-Paul).

Martin (André).

Rieupeyrou (André).

Est nommé, au titre de l'exercice 1980, membre des commissions instituées par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 10 mars 1978, en qualité de membre du conseil d'administration de l'association française du festival international du film pour celles des activités de ces commissions qui concernent le choix des films français de long métrage et des films français de court métrage pour la compétition du festival international de Cannes :

M. Labrusse (Bertrand).

## SECRÉTARIAT D'ETAT AUX POSTES ET TELECOMMUNICATIONS ET A LA TELEDIFFUSION

### Services extérieurs.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion en date du 18 février 1980, M. Lestrade (Pierre), ingénieur général des télécommunications, directeur des télécommunications de Paris, est nommé directeur des télécommunications d'Ile-de-France.

## NATURALISATIONS ET RÉINTÉGRATIONS

Décret du 18 février 1980 portant naturalisation, réintégration, mention d'enfants mineurs susceptibles de bénéficier de l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, francisation des noms et libération de l'allégeance française.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail et de la participation,  
Vu l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française, modifiée par la loi n° 73-42 du 9 janvier 1973, ensemble les textes sur l'acquisition et la perte de la nationalité ainsi que sur la francisation du nom des naturalisés,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents les étrangers dont les noms suivent :

ABECASSIS (David), Safi (Maroc), 16-02-39, NAT (1), 18293×79—93, Dt. 6, 80 06 001.

ABECASSIS, née ASSAYAG (Gisèle), Rabat (Maroc), 01-05-42, NAT, 18293×79—93, Dt. 6, 80 06 002.

ABECASSIS (Michaël), Casablanca (Maroc), 20-11-63, EFF, 18293×79—93, Dt. 6, 80 06 003.

ABECASSIS (Simy), Casablanca (Maroc), 26-01-73, EFF, 18293×79—93, Dt. 6, 80 06 004.

ABECASSIS (Eva), Bagnolet (Seine-Saint-Denis), 27-07-77, EFF, 18293×79—93, Dt. 6.

AFFANE (Houria), Bouarfa (Maroc), 03-04-50, REI, 20594×79—13, Dt. 6, 80 06 005.

AGBODJAN (Tété), Lomé (Togo), 23-09-39, NAT, 2721×79—95, Dt. 6, 80 06 006.

AIPOUNIERE (Louis), Plaines-Wilhems (île Maurice), 15-01-43, NAT, 17312×79—95, Dt. 6, 80 06 007.

AIPOUNIERE, née RIOUX (Marie), Port-Louis (île Maurice), 13-11-54, NAT, 17312×79—95, Dt. 6, 80 06 008.

AIPOUNIERE (Benjamin), Argenteuil (Val-d'Oise), 13-03-74, EFF, 17312×79—95, Dt. 6.

AIPOUNIERE (Marie-Geneviève), Argenteuil (Val-d'Oise), 14-01-76, EFF, 17312×79—95, Dt. 6.

ALARCON (José), Oyarzun (Espagne), 21-09-59, NAT, 20972×79—33, Dt. 6, 80 06 009.

ALEXANDER (Julian), Castries, Sainte-Lucie (Antilles anglaises), 12-09-48, NAT, 21032×79—9D, Dt. 6, 80 06 010.

ALEXANDER, née ETIENNE (Mildred), Castries, Sainte-Lucie (Antilles anglaises), 19-02-51, NAT, 21032×79—9D, Dt. 6, 80 06 011.

ETIENNE (Marie-Nicoletta), Castries, Sainte-Lucie (Antilles anglaises), 10-03-68, EFF, 21032×79—9D, Dt. 6, 80 06 012.

ALEXANDER (Nigel), Vieux-Fort, Sainte-Lucie (Antilles anglaises), 23-04-71, EFF, 21032×79—9D, Dt. 6, 80 06 013.

ALEXANDER (Valérie), Trois-Ilets (Martinique), 30-11-72, EFF, 21032×79—9D, Dt. 6.

ALEXANDER (Guylaine), Trois-Ilets (Martinique), 09-06-75, EFF, 21032×79—9D, Dt. 6.

ALIOTTA (Sandro), Rabat (Maroc), 05-01-60, NAT, 20677×79—06, Dt. 6, 80 06 014.

ALMEIDA NORO (Suzana), Nossa Senhora do Rosario (Cap-Vert), 23-02-45, NAT, 14554×79—75, Dt. 6, 80 06 015.

SOUSA ALMEIDA CHANTRE (Teofilo), Nossa Senhora do Rosario (Cap-Vert), 26-10-63, EFF, 14554×79—75, Dt. 6, 80 06 016.

ALTUNGY (Joé), Alep (Syrie), 02-03-58, NAT, 5933×79—06, Dt. 6, 80 06 017.

ALVAREZ, née BRUNA (Pastora), Laroco (Espagne), 15-03-39, NAT, 20897×79—93, Dt. 6, 80 06 018.

ALVAREZ (Anne-Marie), Bobigny (Seine-Saint-Denis), 12-08-66, EFF, 20897×79—93, Dt. 6.

ALVAREZ (Sophie), Bobigny (Seine-Saint-Denis), 04-11-72, EFF, 20897×79—93, Dt. 6.

AMOROS (Alberto), Malaga (Espagne), 13-03-40, NAT, 15416×79—31, Dt. 6, 80 06 019, autorisé à s'appeler légalement AMOROS (Albert).

AMOROS, née IRLS (Concepcion), Alicante (Espagne), 24-05-30, NAT, 15416×79—31, Dt. 6, 80 06 020, autorisée à s'appeler légalement AMOROS, née IRLS (Béatrice).

AMOROS (Concepcion), Paris (12<sup>e</sup>), 04-04-64, EFF, 15416×79—31, Dt. 6, autorisée à s'appeler légalement AMOROS (Carole).

AMOROS (Alberto), Toulouse (Haute-Garonne), 06-05-65, EFF, 15416×79—31, Dt. 6, autorisé à s'appeler légalement AMOROS (Albert).

(1) Les indicatifs figurant à la suite de l'identité des intéressés signifient : NAT, naturalisé français ; REI, réintégré dans la nationalité française ; EFF, enfant susceptible d'être saisi par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par ses parents ; LIB, libéré de l'allégeance française.